



SERVICE ÉCONOMIQUE DE BUCAREST

Bucarest, 1 février 2018

BREVES MENSUELLES ROUMANIE – JANVIER 2018

POLITIQUE

Le nouveau gouvernement de Viorica Dăncilă investi par le parlement

Le gouvernement de Viorica Dăncilă (PSD, principale formation politique de la coalition gouvernementale) a été investi le 29 janvier par le parlement roumain, avec 282 voix pour, 136 voix contre et une abstention. L'ancienne députée européenne sociale-démocrate Viorica Dăncilă est ainsi devenue la première femme Première ministre de l'histoire de la Roumanie. Elle est la troisième Premier ministre depuis les élections législatives de décembre 2016 et succède à Mihai Tudose, démissionnaire le 16 janvier en raison d'un désaccord politique avec son parti, le PSD. Les principales mesures présentées dans le programme de gouvernement étaient déjà connues : baisse de 1 pp de la TVA en janvier 2019, augmentation des allocations retraite et du salaire minimum ou encore la création d'un fonds souverain pour le développement et l'investissement.

CONJONCTURE

Le déficit public s'établit à 2,9% du PIB en 2017

Selon le Ministère des Finances Publiques, le déficit public s'établit à 2,9% du PIB en 2017, contre 3% en 2016. L'augmentation des recettes publiques (+12,5%) est inférieure à la prévision du gouvernement (+14% sur l'année). A noter, les recettes de TVA augmentent de 3,6%. L'accélération des dépenses publiques (+14%) s'explique notamment par la hausse de 22% des dépenses de personnel, conséquence des augmentations successives de salaire (+15% dans l'éducation et dans la santé, +20% dans l'administration publique locale, +16% pour le salaire minimum). Les dépenses sociales augmentent de 13,1% (hausse du point retraite de 5,25% en janvier puis de 9% en juillet). A l'inverse, les dépenses d'investissement baissent de 10%, à 26,7 Mds RON (3,2% du PIB).

Hausse des crédits au secteur privé et poursuite de la déeuroisation

Les crédits au secteur privé (ménages et entreprises) sont en hausses de 5,1% sur un an en décembre 2017. Les crédits aux ménages augmentent de 7,8% sur la période et ceux aux entreprises de 2,2%. La déeuroisation se poursuit : les crédits libellés en monnaie locale (RON) augmentent de 15,7%, tandis que ceux en devises baissent de 9,0%. Désormais, les crédits en RON représentent 63% du total des crédits, contre 57% en décembre 2016. A noter que les dépôts progressent de 10,4% à fin décembre sur un an.

Le Ministère des Finances Publiques prévoit de lever environ 50 Mds RON en monnaie locale et 5 Mds EUR en devises en 2018

Le Ministère des Finances Publiques prévoit de lever en monnaie locale environ 50 Mds RON (11 Mds EUR) et 5 Mds EUR en devises en 2018 sur les marchés financiers, un niveau équivalent à celui de 2017. La maturité moyenne devrait s'élever à 6 ans. Le taux d'intérêt moyen des obligations à 10 ans s'établit à 3,9% sur les 11ers mois de 2017. Pour mémoire, le gouvernement prévoit un déficit public de 2,96% du PIB en 2018.

Le marché des fusions acquisitions atteint 3,8 Mds EUR en 2017 (+15% sur un an)

Le montant des transactions enregistrées sur le marché des fusions acquisitions (M&A) en Roumanie en 2017 a atteint 3,8 Mds EUR selon Deloitte, en hausse de 15% par rapport à 2016. Si l'on ajoute les transactions dont la valeur n'a pas été divulguée, le marché devrait se situer autour de 4,5 Mds EUR, pour 105 transactions. Les secteurs de l'énergie et de la finance ont été les plus dynamiques, suivis de l'IT, de l'industrie et de la santé. On dénombre 15 transactions de plus de 100 M EUR, un record en Roumanie.

La croissance du marché boursier se poursuit

En 2017, 4 entreprises privées se sont introduites (IPO) à la Bourse de Bucarest (BVB), dont Digi Communications, qui a réalisé la plus importante IPO pour une entreprise privée de l'histoire de BVB (207 M EUR). La capitalisation boursière a atteint 35 Mds EUR (+9% par rapport à 2016). En 2018, BVB pourrait passer du statut de *frontier market* à celui de *emerging market* de l'indice MSCI, ce qui accroîtrait l'attractivité de la Roumanie pour les investisseurs.

POLITIQUE MONETAIRE

Première hausse des taux depuis août 2008

La Banque nationale de Roumanie (BNR) a décidé d'augmenter, pour la première fois depuis août 2008, de 25 points de base son taux directeur, à 2%. Le corridor de taux est maintenu à +/- 1 pp autour du taux directeur. Cette décision fait suite à la forte hausse du taux d'inflation en fin d'année dernière, +3,2% en novembre sur un an, contre 0,1% en janvier 2017. Les analystes de la place s'attendent à encore au moins deux hausses de taux en 2018. Pour mémoire, la cible d'inflation de la BNR s'établit à 2,5% avec une marge de fluctuation de +/- 1 pp, alors que l'institution prévoit une inflation de 3,9% au premier semestre 2018.

SECTEUR BANCAIRE

Acquisition de Piraeus Romania par JC Flowers & Co

La banque grecque Piraeus a conclu un accord avec l'entreprise américaine de capital investissement JC Flowers & Co pour la vente de sa filiale roumaine, Piraeus Romania. L'accord devrait être validé par les autorités roumaines au cours du premier semestre 2018. Piraeus Romania est la 13^{ème} banque en Roumanie en termes d'actifs, avec une part de marché de 1,7%. Elle emploie 1300 personnes et compte 150 000 clients.

IFIS

L'encours de nouveaux prêts de la BEI s'élève à 1,3 Md EUR en 2017, celui de la BERD à 550 M EUR

En 2017, l'encours de nouveaux prêts de la BEI en Roumanie s'élève à 1,3 Md EUR dont 80% pour les infrastructures publiques pour cofinancer, avec les fonds structurels, des projets dans le secteur des transports. Par ailleurs, 10% des projets financés bénéficient au secteur privé de l'environnement et 5% sont allés soutenir les PME. S'agissant de la BERD, le volume de prêts octroyé s'établit à 550 M EUR, répartis sur 23 projets. Parmi eux, deux ont été signés dans le secteur public. Dans le secteur privé, la Banque a principalement financé des projets visant à accroître l'efficacité énergétique, à construire ou étendre les capacités de production des entreprises ou encore à améliorer l'accès au financement des PME via les intermédiaires financiers.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.